

Sommaire de la réunion tenue à Cancún sur la gestion et la commercialisation du palmier *Chamaedorea*

Contexte

Des représentants de diverses collectivités du Mexique et du Guatemala, d'organismes de certification nationaux et internationaux, d'universités et de congrégations chrétiennes se sont réunis à Cancún pour discuter d'une initiative de commercialisation, en Amérique du Nord et potentiellement en Europe, de produits du palmier *Chamaedorea* récoltés et gérés selon des pratiques durables¹. Cette initiative est parrainée par la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord. La réunion a été organisée à la suite d'études menées par la CCE, dans lesquelles on décrit le marché nord-américain et européen du palmier *Chamaedorea* et on sonde l'opinion des congrégations chrétiennes au sujet de l'achat de produits de palmiers exploités selon des pratiques durables (et faisant l'objet d'un commerce équitable) à un prix qui permettrait aux cueilleurs d'augmenter leurs revenus. Ces études ont démontré que : 1) le marché des frondes de palmier est un marché important, les congrégations chrétiennes étant les plus grands consommateurs; 2) les congrégations chrétiennes sont prêtes à payer plus cher pour obtenir des palmiers exploités selon des pratiques durables, de manière à garantir un revenu plus élevé aux cueilleurs et à leur collectivité. L'objet de cette réunion consistait à discuter de l'établissement d'un programme de récolte et de commercialisation durables du palmier pour le marché nord-américain.

Avant la réunion, on a élaboré un projet préliminaire traitant des principaux problèmes associés à l'élaboration d'un programme de commercialisation du palmier exploité selon des pratiques durables. Voici les principales questions examinées lors de la réunion :

1. Comment informer les congrégations chrétiennes à propos du palmier et comment faire la commercialisation de ses produits;
2. Comment s'assurer que la récolte est faite selon des pratiques durables et que les cueilleurs et leur collectivité en tirent un revenu équitable;
3. Quelles sont les considérations de nature logistique associées au transport des palmiers de la forêt jusqu'aux congrégations;
4. Comment garantir que les palmiers sont exploités selon des pratiques durables, grâce à la certification ou à d'autres mécanismes;
5. Comment commercialiser les frondes de palmiers exploités selon des pratiques durables.

Dans le cadre de la réunion, des représentants de groupes d'intérêt ont fait des exposés et les participants ont échangé sur l'établissement d'un marché du palmier exploité selon des pratiques durables. Chantal Line Carpentier, de la CCE, et Dean Current, de l'University of Minnesota, ont présidé la réunion. Les exposés ont porté sur les questions suivantes :

- Le marché nord-américain et la collaboration possible avec les congrégations chrétiennes : Exposé et discussion, **Dean Current, University of Minnesota**

¹ La liste des participants est fournie en annexe.

- Viabilité environnementale et justice sociale/Besoins en matière de recherche et mécanismes visant à garantir l'exploitation durable du palmier, **George Dyer, University of California**
- Commercialisation des frondes de palmier aux congrégations chrétiennes, **Sarah Ford, Lutheran World Relief**
- Le transport des frondes de palmier (un produit périssable) de la forêt aux consommateurs et aux congrégations, **Rene Ochoa, Texas A&M University**
- Gestion et surveillance de la vente de palmiers exploités selon des pratiques durables et équitables—Qui doit s'en occuper? Comment procéder? **Anne Utech, Equal Exchange**

Au terme de la réunion, les participants ont convenu de mener un projet pilote consistant à offrir aux congrégations chrétiennes des produits de palmiers exploités selon des pratiques durables pour les fêtes de Pâques de 2004. Ce projet pilote permettra de mettre en place les éléments logistiques nécessaires à la commercialisation du palmier et d'en faire l'essai à petite échelle, en vue d'un élargissement éventuel de la portée du programme. La vente de palmiers exploités selon des pratiques durables aux congrégations chrétiennes pour Pâques est vue comme une première étape vers une utilisation plus répandue des palmiers « certifiés » dans l'industrie de la floriculture. On souhaite que la réunion permette aux congrégations chrétiennes d'acquérir des connaissances sur le palmier certifié et les amène à acheter ce produit à l'avenir. Le sondage mené auprès des détaillants a permis d'apprendre qu'on trouve très fréquemment des palmiers dans les compositions florales utilisées pour les mariages et funérailles—deux activités qui se déroulent souvent dans un contexte religieux. Lorsqu'ils seront sensibilisés aux avantages du palmier, sur les plans environnemental et social, les consommateurs demanderont peut-être ces produits à leur fleuriste.

Il importe de mentionner que, comme le système de certification envisagé est axé sur la conservation des forêts naturelles et des populations de palmiers qu'elles abritent, le programme ne viserait que les palmiers provenant des forêts naturelles, pas les palmiers cultivés. Ces derniers sont souvent produits à l'extérieur des forêts naturelles, sur une superficie beaucoup moins grande—ce qui réduit la pression sur les forêts naturelles, ainsi que l'importance du palmier pour la préservation des forêts naturelles.

Discussion

Garantir une récolte durable et un revenu équitable pour les cueilleurs et leur collectivité

Des membres de plusieurs collectivités et organisations représentant des localités du Mexique et du Guatemala ont participé à l'atelier. La majorité de ces personnes ont déjà fait la cueillette et la commercialisation du palmier, tandis que certaines d'entre elles souhaitent lancer un programme de production de palmiers. On propose d'élaborer un programme assorti de lignes directrices relatives à l'exploitation des palmiers selon des pratiques durables que les consommateurs jugeraient acceptables (les congrégations religieuses, en l'occurrence) et d'un système de surveillance visant à s'assurer que les palmiers sont exploités selon des pratiques durables. On souhaite également créer des mécanismes qui permettraient de s'assurer que les collectivités et les cueilleurs toucheraient un revenu équitable et, lorsque les congrégations achètent les palmiers à un prix plus élevé, qu'une plus grande part du revenu supplémentaire soit versée aux cueilleurs.

Le Guatemala et le Mexique ont établi des exigences concernant l'exploitation des palmiers dans le cadre du processus de délivrance de permis. Quoiqu'il en soit, on ne peut garantir que les palmiers sont exploités selon des pratiques durables et les initiatives de surveillance lancées récemment au Guatemala ont démontré que les populations de palmiers sont en déclin. Le CONAP, l'organisme gouvernemental qui gère les ressources naturelles des régions de production des palmiers au Guatemala, conjointement avec les responsables d'un projet d'USAID et de Smartwood/Rainforest Alliance, s'attache à répertorier les populations de palmiers et à définir des lignes directrices et des règles relatives à la récolte durable des palmiers et à la surveillance des populations de palmiers. George Dyer fournit de l'information sur l'importance du palmier sur le plan social dans les régions productrices du Mexique et accepte de participer à l'établissement de lignes directrices sur l'exploitation des palmiers selon des pratiques durables. De telles lignes directrices ont déjà été élaborées au Mexique et au Guatemala, ou elles sont en cours d'élaboration, et les activités dans ce domaine doivent être coordonnées de manière à ce que les lignes directrices et les programmes de surveillance favorisent la production durable et l'application d'un système de certification qui convienne aux consommateurs (c'est-à-dire les congrégations religieuses dans le cadre du projet pilote).

Pour garantir un revenu équitable aux cueilleurs, on fixerait un prix supérieur au prix payé actuellement par les congrégations et on verserait la majorité des revenus additionnels aux cueilleurs et à leurs collectivités. Le meilleur moyen de procéder consiste à facturer un prix supérieur aux congrégations, aux détaillants et aux grossistes, ce qui permettrait aux importateurs d'augmenter leur revenu, et à conclure des ententes avec les importateurs en vertu desquelles le revenu supplémentaire serait versé aux collectivités. Rene Ochoa a discuté de cette question avec Continental Greens, qui est la première société à importer des palmiers *Chamaedorea* et fort probablement celle qui en importe le plus à l'heure actuelle. Rene poursuivra sa collaboration avec Continental en vue d'élaborer des mécanismes qui permettront d'atteindre les objectifs du projet pilote et qui conviendront à Continental Greens.

On étudiera également la possibilité de mettre les consommateurs directement en contact avec les producteurs—ce qui permettrait d'éliminer certains intermédiaires et les coûts connexes. Anna Utech dit que c'est ce qu'a fait Equal Exchange en adoptant son programme de commercialisation du café. Cette façon de faire peut créer des conflits avec certains intermédiaires, mais M^{me} Utech dit qu'on a réussi à régler ces problèmes. Au Guatemala, on pourrait travailler avec les groupes communautaires ou un sous-groupe, tandis qu'au Mexique, les *ejidos* ou un groupe de cueilleurs de palmiers peuvent être des partenaires éventuels intéressants pour transformer et vendre les palmiers directement aux consommateurs.

Les participants disent également qu'il est important d'éviter, dans la mesure du possible, d'exiger que les collectivités investissent des sommes importantes dans l'infrastructure ou l'équipement nécessaire, par exemple, des unités de réfrigération pour le stockage des récoltes. Dans ce contexte, on recommande donc que les responsables du projet pilote utilisent les réseaux existants et travaillent avec les collectivités où on fait la cueillette de palmiers. Au fil de l'évolution du projet, et lorsqu'on aura réussi à créer un marché plus stable, on pourra envisager d'inclure d'autres collectivités et d'investir de nouveaux fonds dans la transformation à valeur ajoutée; on aura au préalable effectué une étude de faisabilité. Au Guatemala, certaines collectivités sont en train d'élaborer des études de faisabilité concernant la construction d'installations de transformation. On devrait envisager de faire des études similaires au Mexique.

Comment informer les congrégations chrétiennes au sujet du palmier et comment faire la commercialisation de ses produits

La réponse des congrégations chrétiennes sondées a été très positive. Selon Sarah Ford, coordonnatrice de l'*Interfaith Fair Trade Initiative* (initiative interconfessionnelle de commerce équitable) de l'organisme Secours luthérien mondial, cette activité a été très utile. M^{me} Ford offre son aide pour faire la promotion de la vente de palmiers récoltés selon des pratiques durables en faisant appel à son réseau. Equal Exchange travaille également en étroite collaboration avec les congrégations chrétiennes et offre également son aide à cet égard. Dans le passé, des sondages menés auprès de groupes chrétiens qui s'intéressent aux enjeux environnementaux et de justice sociale ont permis de constater que ces groupes accepteraient volontiers de communiquer de l'information à propos des palmiers aux groupes et réseaux avec qui ils collaborent.

Sarah fait deux suggestions importantes en ce qui concerne l'exécution du projet. D'abord, elle pense qu'il serait important de fournir des photos de régions de production de palmiers et des conditions de vie générales des collectivités et des familles. Ensuite, elle propose que, en ce qui concerne la certification, les collectivités et les groupes avec qui elles collaborent fournissent des lignes directrices aux congrégations chrétiennes au lieu d'élaborer avec ces dernières des règles concernant une activité qu'elles connaissent très peu.

Lorsque nous lancerons le projet, il faudra définir une stratégie de communication en utilisant les outils suivants, entre autres : publication d'articles dans des magazines religieux; encarts dans des brochures et des bulletins destinés aux congrégations chrétiennes; exposés lors de congrès et d'activités religieuses reliées à l'environnement et à la justice sociale; publication d'articles dans des bulletins et diffusion d'information sur Internet. Nous avons commencé à dresser une liste de groupes religieux qui s'intéressent à ces questions; Sarah devrait pouvoir ajouter des éléments à la liste.

Comment acheminer les frondes de palmier des forêts aux congrégations

Un volet important du projet pilote consistera à établir la chaîne de commercialisation des frondes de palmier, des producteurs jusqu'aux consommateurs. Le fait que ces frondes soient périssables une fois coupées complique les choses. Néanmoins, des importateurs aux acheteurs de l'industrie florale, il existe un réseau bien structuré. Il serait difficile et coûteux de reproduire un tel réseau. En raison de l'intérêt témoigné par Continental Greens et des travaux que Rene Ochoa a entrepris avec elle, il est possible d'utiliser l'infrastructure de ce réseau tout en générant les avantages sur le plan social et environnemental qui sont associés à l'exploitation des palmiers selon des pratiques durables.

Au sein de la chaîne de commercialisation, il faut également établir un lien entre les producteurs et les importateurs. Là encore, certains intervenants cherchent à éliminer les intermédiaires ou à travailler en étroite collaboration avec eux afin de générer davantage de revenus pour les collectivités qui récoltent les frondes de palmier. Il faudra élaborer de telles ententes dans le cadre d'une collaboration de tous les instants avec l'importateur (qui sera probablement Continental Greens dans le cadre du projet pilote), les collectivités et tout intermédiaire qui souhaitera travailler avec nous. Dans de nombreux cas, l'importateur devra communiquer directement avec un sous-traitant/intermédiaire, ce qui nous permettra peut-être de tirer parti des liens ainsi établis ou d'essayer d'établir des relations plus directes entre la collectivité et l'importateur. Au Guatemala, les responsables du programme TREES [(T)raining, (R)esearch, (E)xtension, (E)ducation and (S)ystems], mis en œuvre par la Rainforest Alliance, ont déjà

commencé à travailler avec les transformateurs locaux afin de générer plus d'avantages pour les collectivités chargées de récolter les frondes de palmier. Étant donné que ces collectivités ont déjà reçu la certification du Forest Stewardship Council (FSC) (par le biais du programme *SmartWood* de la Rainforest Alliance), il est possible d'intégrer la récolte du palmier à l'actuel plan de certification.

Il faudra fort probablement établir ces liens au cas par cas, à mesure que le projet évoluera. Les travaux entrepris par Rene Ochoa avec Continental Greens et son réseau de producteurs vont probablement apporter une importante contribution au projet pilote. Lors de sa présentation, M. Ochoa soulève un autre point important, qu'a également abordé George Dyer : il faut s'assurer que les producteurs participant à ce projet puissent fournir les quantités et la qualité de produits dont a besoin le marché, et maintenir ce niveau de production à l'avenir, de sorte que les sociétés acheteuses puissent compter sur des approvisionnements réguliers afin de répondre à la demande que risque de créer le présent projet. Il faudra faire un suivi constant de ces points à mesure que le projet ira de l'avant.

Comment garantir que les palmiers sont exploités selon des pratiques durables, grâce à la certification ou à d'autres mécanismes

L'un des principaux problèmes que nous devons examiner à l'heure actuelle tient à la façon dont les palmiers seront certifiés ou se verront attribuer un genre de sceau, garantissant qu'ils ont été récoltés dans une collectivité qui utilise des pratiques durables, et où les personnes chargées de la récolte touchent une rémunération équitable. Les membres du groupe conviennent qu'à ce stade-ci, nous ne pouvons pas envisager de certification officielle, par exemple celle du FSC ou un sceau de « produit équitable », compte tenu du temps et des ressources nécessaires à l'obtention de ce type de certification. Même s'il se peut que certaines concessions du Guatemala reçoivent cette certification dans un proche avenir, la majorité des collectivités ne pourraient pas l'obtenir.

Sarah Ford et d'autres membres du groupe suggèrent qu'une entente soit conclue entre les collectivités productrices et les congrégations qui reçoivent les frondes de palmier, à la satisfaction de ces congrégations. On demande aux représentants des collectivités présents à la réunion de fournir une liste des essences et une indication de la quantité de frondes qui seraient fournies, et certains membres proposent un processus de certification dans le cadre du projet pilote. À un moment donné, il faudra sans doute former un comité composé de représentants des congrégations (probablement Sarah) et des collectivités, ainsi que de personnes possédant l'expertise technique nécessaire, par exemple George Dyer. Ce comité pourrait recevoir des suggestions des collectivités, s'inspirer des travaux en cours au Mexique et au Guatemala, et suggérer à son tour un ensemble de lignes directrices applicables au projet pilote, qui pourraient être peaufinées à mesure que le projet évoluera.

Comment veiller à la coordination des activités de commercialisation du palmier exploité selon des pratiques durables

À l'approche de Pâques, nous devons accélérer la mise en œuvre du projet pilote. Nous disposons de fonds limités pour développer ce marché — en commençant sans doute par le Minnesota, puisque c'est là qu'est basé Dean Current et qu'il a fait la plupart des travaux de prospection, et parce que les résidents de cet État témoignent un plus grand intérêt pour ce projet. Si divers membres du groupe souhaitent évoquer d'autres possibilités dignes d'intérêt, nous devrions en discuter. Voici la liste des activités nécessaires et des moyens suggérés pour mener à

bien le projet. Nous envisageons de soumettre le présent document aux commentaires et aux suggestions des participants, puis d'organiser une téléconférence en vue de parvenir à un consensus et de mettre en œuvre un plan d'action. Cela ne signifie pas que nous ne pouvons pas commencer à aller de l'avant et à explorer certaines options individuellement.

1. Créer la demande – Nous devons commencer à communiquer avec des congrégations afin d'avoir une idée de l'ampleur de la demande. Pour ce faire, il faudra préparer une stratégie de communication.
2. Créer l'offre – Nous devons déterminer, en nous adressant aux collectivités qui souhaitent participer au projet, quelle quantité de frondes de palmier elles récoltent et pourraient fournir à long terme. Au départ, nous devons peut-être nous baser sur une estimation du nombre de frondes en stock, mais il faudra élaborer des lignes directrices sur la façon de récolter les frondes et de préserver les palmiers durant ce processus. Il existe déjà des lignes directrices de ce type. À l'avenir, nous pourrions envisager de faire des inventaires et d'élaborer des procédures de surveillance.
3. Chaîne de commercialisation – Nous devons déterminer de quelle façon Continental Greens préfère traiter les frondes de palmier — comme un produit distinct pour lequel la compagnie fera de la publicité, ou comme un produit qu'elle se contente de recevoir et de distribuer en fonction de la demande des grossistes et des détaillants. Il faudra donner aux églises des instructions sur la façon de commander les frondes de palmier. Dean Current transmettra des suggestions plus détaillées à ce sujet un peu plus tard, avant la téléconférence.
4. Certification – Nous devons élaborer les lignes directrices que seront tenues de respecter les collectivités si elles participent au projet, ainsi que les mécanismes qui permettront de contrôler le respect de ces lignes directrices.
5. Organisation – Nous devons désigner une organisation chargée de la coordination, qui organisera des réunions et coordonnera les activités liées au projet. Jusqu'à maintenant, c'est la CCE qui jouait ce rôle, en collaboration avec l'University of Minnesota.

Liste des participants

1. Abardia Moros, Francisco

Gerente de Financiamiento de Café y Forestal
Fondo Acción
Porfirio Díaz #212 Centro
Oaxaca, Oaxaca 68000, México
Tel: (011 52 951) 516 1880
Fax: (011 52 951) 514 4696
e-mail: fabardiamo@banamex.com

2. Bonilla Cruz, Sixto

Coordinador General
Campesinos Ecológicos de la Sierra Madre de
Chiapas S.C.
1a Ave. Norte y 7a Calle Oriente s/n
Ángel Albino Corzo, Chiapas 30370, México
Tel: (011 52 992) 655 0224
Fax: (011 52 992) 655 0224
e-mail: cesmach@prodigy.net.mx

3. Bourque, Haven

Marketing and Communications Director
TrasFair USA
1611 Telegraph Ave. Suite 900
Oakland, California 94612 – 2143, USA
Tel: (510) 663 5260
Fax: (510) 663 5264
e-mail: haven@transfairusa.org

4. Carpentier, Chantal Line

Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest
Montreal, Quebec H2Y 1N9, Canada
Tel: (514) 350 4300
Fax: (514) 350 4314
e-mail: clcarpentier@cec.org

6. Current, Dean

Program Director
CINRAM
115 Green Hall, 1513 Cleveland Ave North
Saint Paul, Minnesota 55108, USA
Tel: (612) 624 4299
Fax: (612) 625 5212
e-mail: curre002@umn.edu

7. Dyer, George

Researcher
University of California
Dept. Agriculture & Res. Economy
Davis, California 95616, USA
Tel: (530) 752 0231
e-mail: gdyer@primal.ucdavis.edu

8. Ford, Sarah

Coordinator, Interfaith Fair Trade Initiative
Lutheran World Relief
700 Light St. 5th Floor
Baltimore, Maryland 21230, USA
Tel: (410) 230 2824
Fax: (410) 230 2882
e-mail: sford@lwr.org

10. Hernández García, Arsenio

Secretario
Fondo para la Palma Camedor y Especies
Ornamentales
3a Ave. Norte, esquina 1a Calle Oriente s/n
Mapastepec, Chiapas 30560, México
Tel: (011 52 918) 634 0066
Fax: (011 52 918) 634 0066
e-mail: rescalante@conanp.gob.mx
triunfo@conanp.gob.mx

11. Illsley, Catarina

Coordinadora General
Grupo de Estudios Ambientales A.C.
Allende 7 Santa Úrsula Coapa
México, DF 04650, México
e-mail: gea@laneta.apc.org
macarena@laneta.apc.org

12. Larson Guerra, Jorge

Coordinador del Programa Recursos Biológicos
Colectivos
Conabio
Liga Periférico-Insurgentes Surt 4903, Parques del
Pedregal
México, DF 14010, México
Tel: (011 52 555) 528 9190
Fax: (011 52 555) 528 9190

e-mail: jlarson@xolo.conabio.gob.mx

13. López-Feldman, Alejandro

UC-Davis (AGECON)
2900 Solano Park Circle 2621
Davis, California 95616, USA
e-mail: feldman@primal.ucdavis.edu

14. Mancilla - Terrazas, Richard Fernando

Jefe de Equipo
Proyecto Biofor-USAid
Santa Elena-Petén
Santa Elena-Petén, Guatemala
Tel: (011 502) 926 4060
e-mail: biofor@itelgua.com

15. Nigo García, Lorenzo

Responsable de Desarrollo
Comercio Justo México, A.C.
Guanajuato 131 Despacho 302 Col. Roma Norte
México, DF 06700, México
Tel: (011 52 555) 574 7116
e-mail: l.nigo@comerciojusto.com.mx

16. Ochoa, Rene

International Project Coordinator
Texas A & M University
450 Blocker / Ag.& Food Policy Center
College Station, Texas 77843-2124, USA
Tel: (979) 848 5913
Fax: (979) 845 3140
e-mail: r-ochoa@tamu.edu

17. Ramírez, Eduardo

Coordinador General
Proyecto Sierra de Santa Marta, A.C.
Callejón Cuauhtémoc 10 –A, Centro Histórico
Xalapa, Veracruz 91000, México
Tel: (228) 812 4449
Fax: (228) 812 4449
e-mail: fdormz@infosel.net.mx
pssmac@terra.com.mx

18. Ramírez Segura, Eduardo

Coordinador Forestal
Pronatura Chiapas, A.C.
Av. Hidalgo No. 9
San Cristobal de las Casas, Chiapas 29200,
México
Tel: (011 52 967) 678 5000
Fax: (011 52 967) 678 5000

e-mail: eramirez@pronatura-chiapas.org

19. Ribaux, Sidney

Director
Equiterre
2177 Masson, bur. 317
Montreal, Quebec H2H 1B1, Canada
Tel: (514) 522 2000 x 224
Fax: (514) 522 1227
e-mail: ribaux@equiterre.qc.ca

20. Ríos Sánchez, Albar

Presidente del Consejo Directivo
Consultorias y Servicios Agroambientales
Camino Antiguo a San Felipe del Agua No. 101
San Felipe del Agua
Oaxaca, Oaxaca 68020, México
Tel: (011 52 951) 520 2278
Fax: (011 52 951) 520 2278
e-mail: conservaoax@yahoo.com.mx

21. Robinson, Dawn

Consultant
2A Privada de Azucenas #112A Col. Reforma
Oaxaca, Oaxaca 68000, México
Tel: (011 52 951) 513 9789
e-mail: dawnrobinson@onetel.com
dawnrob9@yahoo.com

22. St-Germain, Isabelle

Faire Trade Director
Equiterre
2177 Masson, bur. 317
Montreal, Quebec H2H 1B1, Canada
Tel: (514) 522 2000 x 224
Fax: (514) 522 1227
e-mail: ribaux@equiterre.qc.ca

23. Stoian, Dietmar

Team Leader of the Center for Competitiveness
of Ecoenterprises (CeCoEco),
Tropical Agricultural Research and Higher
Education Center
Apartado Postal 04
Turrialba, Cartago 7170, Costa Rica
Tel: (011 506) 558 2225
Fax: (011 506) 556 8514
e-mail: stoian@catie.ac.cr

24. Toledo Mendez, Abel

Presidente del Comisariado Ejidal

Ejido Nuevo San José Río Manso Jocotepec
Choapan, Oaxaca, México

25. Trujillo Cañas, Antonio

Subordinador del Proyecto Palma Camedor
Instituto para el Desarrollo Sustentable en
Mesoamérica, A.C.

Av. Cristóbal Colón No. 35-B
San Cristóbal de las Casas, Chiapas 29220,
México

Tel: (011 52 967) 678 2163

Fax: (011 52 967) 678 4463

e-mail: idesmac@prodigy.net.mx

26. Utech, Anna

Interfaith Manager

Equal Exchange

251 Reverse St.

Canton, Massachusetts 02021, USA

Tel: (781) 830 0303 x 228

Fax: (781) 830 0282

e-mail: autech@equalexchange.com

27. Villafuerte Zea, Luis Eugenio

Subdirector del Idesmac

Instituto para el Desarrollo Sustentable en
Mesoamérica, A.C.

Av. Cristóbal Colón No. 35-B
San Cristóbal de las Casas, Chiapas 29220,
México

Tel: (011 52 967) 678 2163

Fax: (011 52 967) 678 4463

e-mail: idesmac@prodigy.net.mx

28. Zúñiga Pérez-Tejeda, José Iván

Director Ejecutivo

Fondo Educación Ambiental

Rodolfo Gaona 86, Lomas de Sotelo

México, DF 11200, México

Tel: (011 52 555) 557 1354

Fax: (011 52 555) 557 5078

e-mail: izuniga@ambiental.org